

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 24 (1977)
Heft: 11-12

Artikel: Sipri : la menace nucléaire augmente
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-366448>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

- En principe, évitez de la soigner vous-même.

- Pratiquez le bouche-à-bouche, en cas d'arrêt respiratoire.

En cas d'asphyxie

- appelez les pompiers avant même le médecin.

- Installez la personne bien à plat sur le dos, la tête basculée en arrière.

- En attendant l'arrivée des secours, pratiquez le bouch-à-bouche.

En cas de noyade

- appelez immédiatement les pompiers.

- S'il s'agit d'un enfant, prenez-le par les pieds et maintenez le cinq secondes la tête en bas.

- Pratiquez la respiration artificielle par le bouche-à-bouche. Ne cessez qu'à l'arrivée des secours, en vous faisant relayer au besoin.

En cas d'électrocution

- Couper le courant ou appeler EDF secours.

- Appelez immédiatement les pompiers.
- Dégagez la victime en vous isolant: avec un bâton ou un linge sec.
- Ne dégagiez jamais vous-même la victime d'un courant à haute tension.

En cas de blessure

- Ne perdez pas de temps à appeler le médecin si vous ne pouvez le faire venir rapidement.

- Si la chute a causé un traumatisme important, si les blessures vous paraissent graves, transportez le blessé à l'hôpital en ambulance (sapeurs-pompiers ou autres).

- Appuyez sur une plaie qui saigne.

En cas d'accidents de la route, ayez toujours à l'esprit ces trois principes: protéger, alerter, secourir

- Protéger: Afin d'éviter un autre accident, garez-vous convenablement, coupez le contact de la voiture accidentée, serrez le frein et placez le triangle obligatoire de pré-signalisation.

- Alerter: Prévenez les gendarmes, ce sont eux qui alerteront les secours spécialisés. S'il y a un grand blessé, ne le prenez jamais en charge dans votre propre voiture.

- Secourir: Agir de toute urgence dans deux cas seulement:

1. Asphyxie: pratiquez le bouche-à-bouche,

2. Hémorragie: appliquez la technique de la compression directe.

Si le blessé respire, s'il ne saigne pas, si rien ne le menace (incendie, éboulis de terrain, etc.), attendez l'arrivée des secours d'urgence.

Sipri: la menace nucléaire augmente

En 1976, 334 milliards de dollars ont passé dans l'armement

beu – Dans son récent rapport annuel, l'Institut international d'étude de la paix de Stockholm évalue à 334 milliards de dollars les dépenses faites l'année passée en vue de l'armement sur le plan mondial, dont 70 %, soit 234 milliards de dollars, concernent les deux grands systèmes d'alliance, l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Le tiers monde, sans la Chine, a dépensé 15 % de ladite somme, soit 51 milliards de dollars: 26 milliards de dollars au Moyen-Orient, 6,6 milliards de dollars en Extrême-Orient (sans la Chine) et 6,6 milliards de dollars en Afrique (sans l'Egypte), 5,6 milliards en Amérique du Sud, 4 milliards dans la partie sud-est de l'Asie et approximativement 1 milliard de dollars en Amérique centrale. La République populaire de Chine n'a plus publié de budget depuis 1960. On peut cependant évaluer ses dépenses militaires à 10 % approximativement des dépenses totales admises, soit à 33,4 milliards de dollars.

Le dépenses militaires varient sensiblement d'un pays du tiers monde à l'autre. En 1975, les Etats les plus prodigues du tiers monde furent l'Iran (7,3 milliards de dollars), l'Egypte (5,4 milliards) et l'Arabie saoudite

(4,4 milliards de dollars). Israël a dépense 3,6 et l'Inde 2,6 milliards de dollars.

Sur le plan mondial, c'est en grande partie le commerce des armes qui a permis le développement de l'armement. L'Office américain pour le contrôle de l'armement et du désarmement évalue à plus de 10 milliards de dollars par an les transactions financières opérées dans le domaine du commerce des armes. Les récentes commandes d'armes permettent même d'admettre un chiffre de 20 milliards de dollars.

Les quatre plus grands producteurs d'armes sont les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France. Ce sont eux qui continuent à dominer ce genre de commerce. Vers 1970, 90 % approximativement de toutes les armes, vendues provenaient de ces pays: 34 % des Etats-Unis, 34 % de l'URSS, 10 % de Grande-Bretagne et 10 % de France.

Au total, l'année passée, 95 Etats ont importé des armes lourdes et près de 105 Etats (dont 75 % appartiennent au tiers monde) de l'outillage militaire de tout genre. Les pays du tiers monde qui produisent sous licence des armes ou des éléments d'armements deviennent toujours plus nombreux. Pour l'instant, il est relativement rare que des pays coopèrent à des projets, mais, dans ce domaine également, les cas deviennent plus fréquents. L'Ar-

(«Handelsblatt» Düsseldorf)

gentine, le Brésil, la Colombie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Nord, la Corée du Sud, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, Singapour, Taïwan et le Venezuela produisent des armes lourdes ou des éléments grâce à des licences qui leur ont été cédées par la Chine, la Tchécoslovaquie, la France, la République fédérale allemande, Israël, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Dans les pays en voie de développement, on construit sous licence surtout des avions militaires, des armes télé-commandées et des blindés.

Le Sipri estime que l'évolution de la situation est très grave, si l'on considère la course aux armements entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et la divulgation irréversible de la technologie nucléaire. A son avis, la menace d'une guerre atomique augmente d'une manière constante. Le Sipri manifeste son inquiétude face aux arsenaux d'armes atomiques, à la dissémination de telles armes et à l'absence de contrôle de sécurité dans le domaine atomique.

Sur le plan quantitatif, les Etats-Unis et l'Union soviétique possèdent un immense arsenal nucléaire. Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils disposaient de 2124 systèmes porteurs: 1054 fusées intercontinentales, 656 fusées de sous-marins réparties sur 41 sous-marins atomiques stratégiques et 414

bombardiers stratégiques avec des ogives nucléaires munies de têtes chercheuses.

Il semble que l'Union soviétique possède 2404 systèmes porteurs nucléaires stratégiques: 1452 fusées intercontinentales, 812 fusées de sous-marins réparties entre 60 sous-marins atomiques et 140 bombardiers stratégiques avec des ogives nucléaires munies de têtes chercheuses. Ces deux pays disposent en outre de dizaines de milliers d'armes atomiques tactiques. A la fin de l'année 1976, les réacteurs atomiques produisaient sur le plan mondial 79 000 mégawatts. 173 réacteurs pouvaient produire dans 19 pays 16 tonnes de plutonium par année. On trouve approximativement 30 % de la capacité nucléaire dans 15 pays ne disposant pas d'armes nucléaires. Vers la fin de l'année 1980, le monde disposera au total de 50 tonnes de plutonium approximativement. D'ici là, l'Autriche, le Brésil, la Finlande, la Hongrie, l'Iran, la Corée du Sud, Taïwan et la Yougoslavie posséderont également des réacteurs atomiques. Vers 1984, on admet que 28 pays sans armes atomiques pourront produire dans leurs réacteurs atomiques approximativement 30 tonnes de plutonium par an, ce qui correspondrait à 10 bombes

atomiques de 20 kilotonnes (kt) par jour.

Selon le Sipri, le contrôle de la propagation des armes atomiques est rendu très difficile par le fait que de petits pays peuvent facilement produire de la matière fissile.

Pour moins de 20 millions de dollars, il est possible d'acquérir discrètement sur le marché les éléments nécessaires à la construction d'un tel réacteur. Selon le Sipri, il est encore plus difficile de contrôler le plutonium lorsque des réacteurs surrégenrateurs sont produits selon les usages du commerce.

Le Sipri estime que le traité interdisant les essais d'armes nucléaires a été un échec. En effet, il n'est plus possible d'empêcher efficacement la propagation d'armes atomiques; tout au plus peut-on en retarder le processus. L'exportateur d'usines atomiques devrait exiger de ses clients qu'ils adhèrent au traité interdisant les essais d'armes nucléaires ou qu'ils se soumettent tout au moins au même système de sécurité internationale que les pays signataires du traité. Cette clause n'a pas encore été insérée par un seul fournisseur. Il serait également possible de retarder la propagation d'armes atomiques en concluant des moratoires concernant la cons-

truction d'usines de recyclage de combustible nucléaire et de réacteurs surrégenrateurs jusqu'à ce qu'il soit établi d'une manière évidente que ces réacteurs sont nécessaires et que la Commission internationale de l'énergie atomique contrôle les usines multinationales d'enrichissement d'uranium. Selon le Sipri, la mesure la plus efficace serait le désarmement nucléaire.

Le développement de missiles (Cruise missile) pourrait propager d'une manière inquiétante les systèmes porteurs nucléaires, selon le Sipri. Ils sont en effet très précis et d'un coût relativement bas. S'ils le voulaient, la plupart des Etats, même ceux qui sont en voie de développement, pourraient produire des missiles (Cruise missile) efficaces et peu compliqués, à condition de disposer d'une industrie d'armement d'importance moyenne pour avions à réaction et missiles. Des Etats de ce genre sont ou seront bientôt à même de préparer pour leur propre usage des missiles (Cruise missile), soit un système porteur sérieux au point de vue stratégique. Parmi ces pays non industrialisés dotés d'une industrie de l'armement bien développée figurent l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, Israël et Taïwan. Cette liste s'allongera rapidement si cette tendance devait persister.

L'OTAN sans protection civile

(«Basler Zeitung»)

Pendant des dizaines d'années, l'OTAN a concentré tous ses efforts sur l'armement militaire. Aujourd'hui, elle réalise que la protection civile joue un rôle important dans la conduite moderne de la guerre et que, dans ce domaine, elle se trouve face au néant.

Par Jörg Thalmann, Bruxelles

Les chiffres prouvent qu'il s'agit là d'une énorme lacune: les Etats-Unis consacrent en effet 82,5 millions de dollars par année à la protection civile, alors que les dépenses de l'Union soviétique dépassent un milliard. C'est ce qu'a déclaré John Davies, directeur de l'Office américain de protection civile, dans le rapport qu'il a présenté l'automne passé, lors de la conférence du Comité de la protection civile de l'OTAN. Il s'est ensuite exprimé en ces termes: «Dans son ensemble, la société soviétique est

bien entraînée aux exercices de survie avec le matériel que cela implique et elle possède les connaissances nécessaires à la construction d'abris. Les Soviétiques estiment qu'ils seraient à même de limiter à 5 % de la population les victimes d'attaques nucléaires reciproques.»

A l'Ouest, on improvise et on compte utiliser ce que l'on possède déjà: des tunnels de chemins de fer et des parkings souterrains. Selon les informations provenant de Bruxelles, la Norvège est le seul membre de l'OTAN qui encourage systématiquement la construction d'abris privés. Il est surtout inquiétant de constater que les populations n'ont pas reçu de directives sur la manière de se comporter en cas d'attaque, sans parler des exercices qui leur sont absolument inconnus. Les responsables de la protection civile des différents pays estiment même qu'une évolution rapide

dans ce domaine s'avérerait impossible pour des motifs d'ordre politique. Pour des personnes qui vivent et voyagent dans les pays rattachés à l'OTAN, ce raisonnement est clair: malgré les expériences vécues lors de la Seconde Guerre mondiale, une notion reste ancrée dans les esprits: la défense incombe uniquement à l'armée. Il semble que des exercices de protection civile pourraient provoquer un choc que les politiciens préfèrent éviter.

Les experts de l'OTAN ont encore d'autres sujets d'inquiétude: une crise internationale ou le début d'une guerre pourrait entraîner des migrations parmi les millions de travailleurs étrangers européens. En revanche, les Soviétiques ont prévu systématiquement l'évacuation de la population civile hors des zones exposées. C'est un facteur actif de leur stratégie de crise. Quant à l'OTAN, elle hésite encore à considérer la protection civile comme un élément stratégique. A cet égard, les Suisses ne doivent pas oublier que la situation de l'OTAN ne peut être comparée à la leur. Un petit pays n'a pas le choix: face à des attaques massives venant de l'espace